

**COMITÉ PERMANENT DES PROGRAMMES ET DES FINANCES**

**Trente-deuxième session**

**FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT**

**(Rapport final pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2022)**



## **FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT** **(Rapport final pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2022)**

### **Contexte**

1. Le Fonds de l'OIM pour le développement, créé par la résolution du Conseil n° 1035 du 29 novembre 2000, fait l'objet d'une présentation d'ensemble aux sessions du Comité permanent des programmes et des finances.
2. L'allocation et l'application du Fonds obéissent à la résolution du Conseil n° 1390 du 24 novembre 2020 relative aux dispositions et pratiques budgétaires<sup>1</sup>.
3. La Note d'orientation sur le Fonds de l'OIM pour le développement présente les caractéristiques du Fonds et fournit des indications pratiques sur son fonctionnement et son administration. Elle peut être consultée dans les trois langues officielles de l'Organisation sur le site Web du Fonds (<https://developmentfund.iom.int/fr>).
4. En ce qui concerne les deux lignes de crédit du Fonds, la deuxième ligne fonctionne globalement comme la première, à cette différence majeure que les États Membres visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution de l'OIM ne peuvent pas bénéficier d'un financement au titre de cette deuxième ligne de crédit<sup>2</sup>.

### **Administration du Fonds**

5. En 2022, le Fonds de l'OIM pour le développement disposait de 16 367 469 dollars É.-U. (y compris les dépenses administratives). Un montant de 1 513 609 dollars É.-U. a été alloué pour des financements au titre de la première ligne, comprenant 1,4 million de dollars É.-U. de revenus de soutien opérationnel (voir le document C/112/6/Rev.1), et 113 609 dollars É.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la première ligne. Un montant de 14 853 860 dollars É.-U. a été alloué pour des financements au titre de la deuxième ligne, comprenant 13 600 000 dollars É.-U. de revenus de soutien opérationnel ; 475 629 dollars É.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la deuxième ligne ; 39 600 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de l'Autriche

---

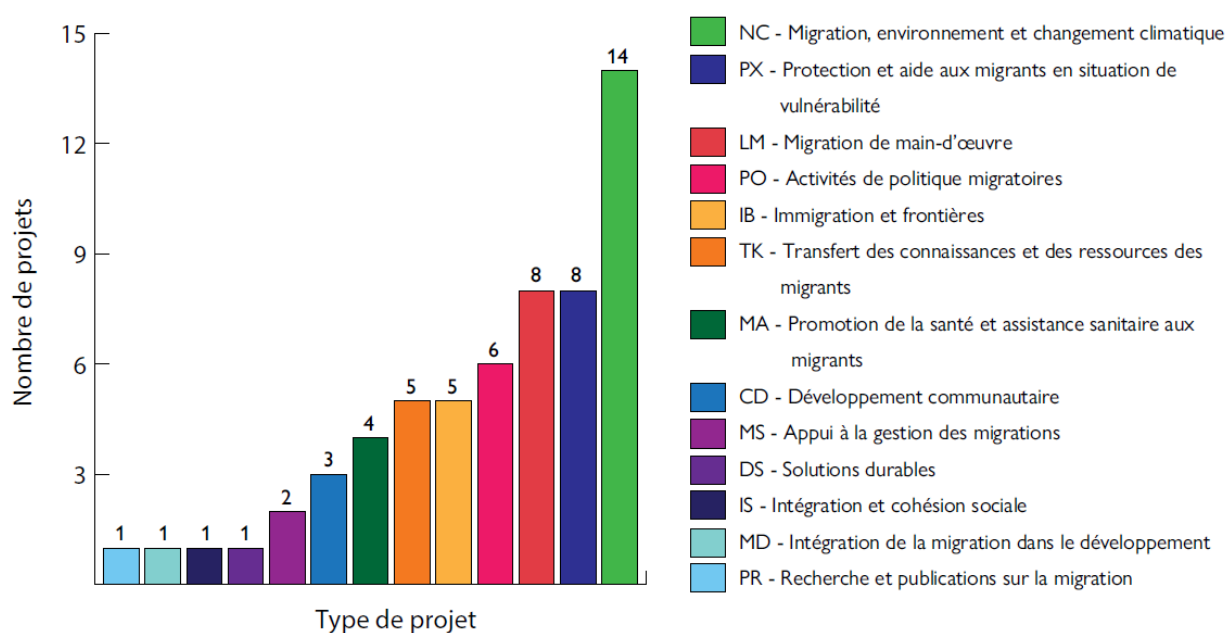
<sup>1</sup> La résolution n° 1390 du Conseil dispose, au paragraphe 13 de la section IV, que « le Directeur général est invité à allouer un montant de 1,4 million de dollars É.-U., prélevé sur les revenus de soutien opérationnel, pour l'élaboration de projets de migration en faveur d'États Membres en développement et d'États Membres en transition, sur la base d'une distribution régionale équitable, sans préjudice des fonds déjà alloués à cet effet (première ligne de crédit) ». Au paragraphe 14 de la section IV, il est précisé que « le Directeur général est invité, en outre, à allouer 13,6 millions de dollars É.-U., prélevés sur les revenus de soutien opérationnel, au Fonds de l'OIM pour le développement (deuxième ligne de crédit) ». Le paragraphe 15 de la même section stipule que « le montant total mis à la disposition du Fonds de l'OIM pour le développement au titre de la première et de la deuxième ligne de crédit (à l'exclusion des contributions volontaires directes) s'élève à 15 millions de dollars É.-U. ».

<sup>2</sup> La résolution du CPPF n° 18 du 27 juin 2018 dispose, au paragraphe 17 a) de la section IV, que « l'accès au financement par la deuxième ligne de crédit sera lié à la situation des États Membres au plan de leurs contributions assignées, et ceux d'entre eux qui seraient visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution ne pourront en bénéficier ». L'expression « visés par les dispositions de l'article 4 » désigne la situation d'un État Membre dont le montant actuel des arriérés de paiement au titre de ses contributions financières à l'Organisation est égal ou supérieur à la somme des contributions dues par lui pour les deux années écoulées, et dont la perte du droit de vote conformément à l'article 4 de la Constitution de l'OIM devient effective une année après que le Conseil a été informé du non-respect, par l'État Membre intéressé, de ses obligations financières dans une mesure justifiant la perte du droit de vote, pour autant qu'à ce moment-là, l'État Membre en question soit encore redevable d'arriérés dans la mesure visée. Cette expression ne désigne pas un État Membre dont la perte du droit de vote est devenue effective mais dont le droit de vote a été maintenu ou rétabli par le Conseil s'il apparaît que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'État Membre.

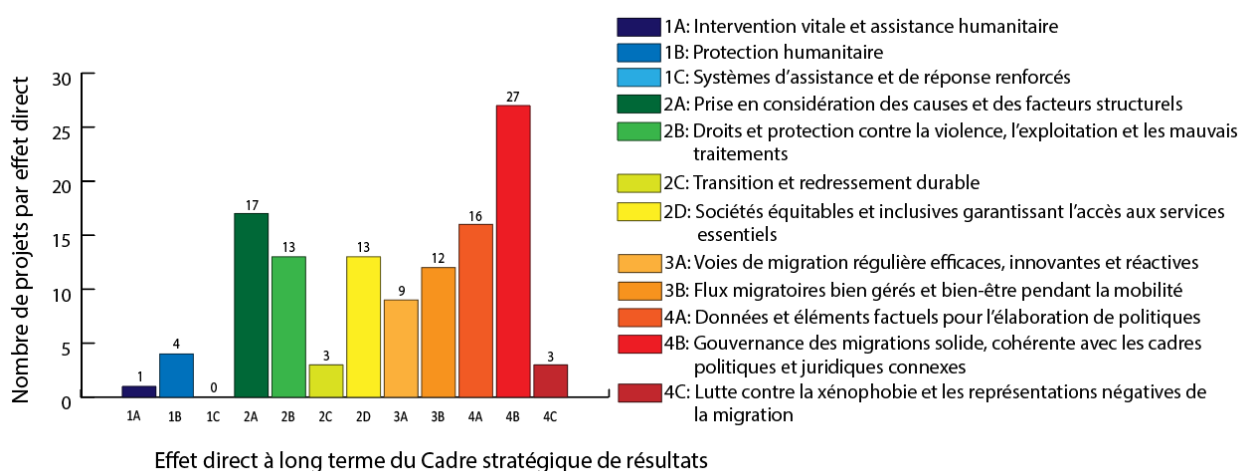
et 738 606 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de la Belgique (ces crédits ont tous deux été alloués par l'intermédiaire du MIRAC) ; et 25 dollars É.-U. provenant de contributions privées versées par des particuliers en ligne.

6. Au total, 59 projets bénéficiant à 65 États Membres remplissant les conditions requises ont été financés en 2022 par le Fonds de l'OIM pour le développement. Comme par le passé, la distribution des fonds alloués à chaque région était étroitement calquée sur la représentation des États Membres de ces régions qui remplissaient les conditions requises. En Afrique, le Fonds de l'OIM pour le développement a financé 22 initiatives à hauteur de 5,7 millions de dollars É.-U. en faveur de 24 États Membres remplissant les conditions requises. Au Moyen-Orient, 200 000 dollars É.-U. ont été alloués à une initiative profitant à un État Membre remplissant les conditions requises. En Amérique latine et dans les Caraïbes, 2,9 millions de dollars É.-U. ont été alloués à 11 initiatives en faveur de 14 États Membres remplissant les conditions requises. En Asie et en Océanie, 17 initiatives en faveur de 18 États Membres ont été financées à hauteur de 4,6 millions de dollars É.-U.. En Europe, 1 753 609 dollars É.-U. ont été alloués à sept projets, au profit de sept États Membres remplissant les conditions requises. Un projet multirégional a été approuvé pour un montant de 400 000 dollars É.-U. en faveur d'États Membres remplissant les conditions requises pour bénéficier d'un financement au titre de la deuxième ligne de crédit. L'essentiel des demandes concernait des projets relevant des catégories de type de projet suivantes : migration, environnement et changement climatique ; protection et aide aux migrants en situation de vulnérabilité ; et migration de main-d'œuvre (voir la figure 1). Ces projets visent plusieurs effets directs à long terme qui figurent dans le Cadre stratégique de résultats. Dans leur majorité, ils portent sur l'effet direct 4b (gouvernance des migrations solide, cohérente avec les cadres politiques et juridiques connexes) ; et l'effet direct 2a (prise en considération des causes et des facteurs structurels) (voir la figure 2).

**Figure 1. Nombre de projets approuvés en 2022 par type de projet**



**Figure 2. Nombre de projets approuvés en 2022 par effet direct à long terme du Cadre stratégique de résultats**



7. Les allocations financières réelles par rapport aux fonds disponibles étaient conformes aux prévisions, puisque la totalité des fonds avaient été alloués à la fin de 2022. Au 31 décembre 2022, 249 projets actifs étaient administrés. Il convient de relever que de nombreux projets en cours ont été prolongés en raison de la pandémie de COVID-19. Les bureaux de l'OIM ont trouvé des moyens innovants pour poursuivre la mise en œuvre de certaines activités pendant les périodes de confinement, mais les restrictions imposées ont néanmoins pesé sur la majorité des projets.

#### Initiatives de sensibilisation et de collecte de fonds

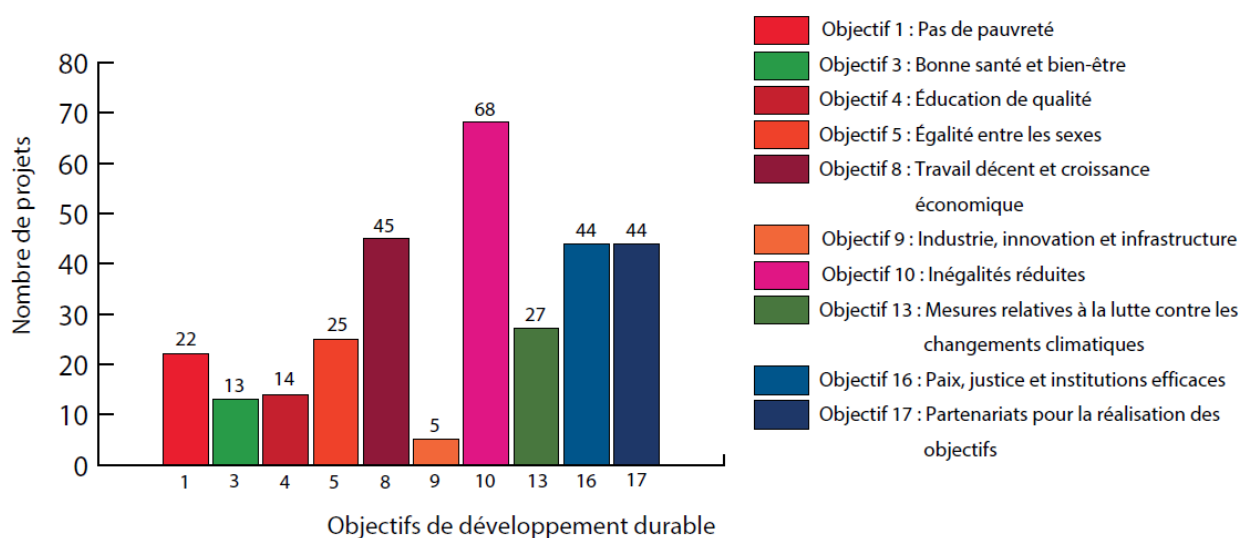
8. En 2022, le Fonds de l'OIM pour le développement a élargi la portée de ses deux campagnes de sensibilisation et de collecte de fonds : « Regarder l'avenir, servir », qui est consacrée aux initiatives de la diaspora, et « Faisons ce qu'il faut », qui vise à attirer l'attention sur le lien entre la migration, l'environnement et le changement climatique. Si le format numérique était privilégié, en 2022, le Fonds s'est employé à accroître ses actions de sensibilisation en participant à des manifestations ciblées permettant de mettre en lumière les campagnes et de favoriser les interactions du public autour des histoires des bénéficiaires. Les deux manifestations en question – l'exposition de l'OIM sur le quai Wilson à Genève et un festival de musique à Nyon (Suisse) – ont permis de toucher des centaines de milliers de personnes, le festival de musique ayant attiré plus de 250 000 personnes. À travers des histoires captivantes racontées sous diverses formes – portraits, citations et vidéos accessibles au moyen d'un code QR –, ces campagnes ont fait entendre la voix de migrants, de jeunes et d'autres groupes parfois oubliés dans les conversations sur la migration. Les deux manifestations ont atteint leur objectif de sensibilisation, puisque les sites Web des campagnes ont enregistré une hausse de 400 % de leur fréquentation au cours de l'année écoulée. Ces deux campagnes mettent actuellement en exergue des projets menés en Haïti, aux Îles Marshall, à Madagascar, au Niger, au Pérou, au Rwanda et au Tadjikistan.

#### Projets achevés en 2022

9. Le Fonds a analysé l'impact des 65 projets achevés en 2022. Ces projets ont profité à 79 pays, 9 368 migrants et 4 188 fonctionnaires gouvernementaux, et répondaient à plusieurs objectifs de développement durable (figure 3). La volonté des gouvernements de s'atteler à la multiproblématique de la migration, de l'environnement et du changement climatique est de plus en plus manifeste, comme en témoigne le grand nombre de projets visant à aider les États Membres à mieux comprendre

les liens complexes entre la migration et les effets du changement climatique, notamment en ce qui concerne la résilience et la planification de la réimplantation, à améliorer la compréhension des effets du changement climatique sur la migration interne et à répondre aux défis que pose la migration due aux catastrophes.

**Figure 3. Les 10 principaux objectifs de développement durable visés par les projets achevés en 2022**



10. Dans le droit fil des ambitions du système des Nations Unies dans son ensemble, un grand nombre de projets achevés en 2022 étaient axés sur la jeunesse et les questions de genre, en particulier sur l'entrepreneuriat, afin d'offrir des solutions alternatives à la migration irrégulière et de renforcer la résilience au changement climatique. Huit des projets achevés en 2022 (12 %) ciblaient les jeunes ou étaient axés sur les questions de genre. En Dominique et en Égypte, les projets avaient pour objet d'améliorer les perspectives d'emploi locales pour les jeunes et, ce faisant, d'élargir les possibilités et les incitations qui encouragent les jeunes à rester plutôt qu'à migrer. Quant aux questions de genre, plusieurs projets menés en Guinée et en Guinée-Bissau visaient à mieux comprendre la relation entre la migration et l'environnement, en s'intéressant plus particulièrement au lien entre le genre d'une part et les possibilités de subsistance et le renforcement de la résilience d'autre part.

11. Dans un contexte où la technologie continue de transformer le fonctionnement des systèmes sociaux, politiques et économiques, les États Membres recourent de plus en plus à celle-ci afin de répondre aux défis évolutifs que pose la mobilité. Parmi les projets achevés par le Fonds en 2022, 17 (26 %) comportaient une dimension technologique évidente. Couvrant de nombreux domaines thématiques, les projets du Fonds de l'OIM pour le développement ont favorisé le renforcement des capacités, la centralisation des données et la création de plateformes durables pour la communication d'informations en temps réel aux États Membres. Certains projets visaient à améliorer les systèmes de gestion de l'immigration et des frontières, mais la plupart étaient axés sur la création de bases de données, de sites Web ou de plateformes destinés à gérer et conserver les données de manière efficace. Par ailleurs, deux plateformes ont été créées en Amérique centrale et du Sud – Salud y Migración et Suramérica abierta – afin de centraliser les données sur la santé des migrants et sur les prescriptions en matière de mobilité humaine, respectivement. Elles fournissent un accès rapide à des

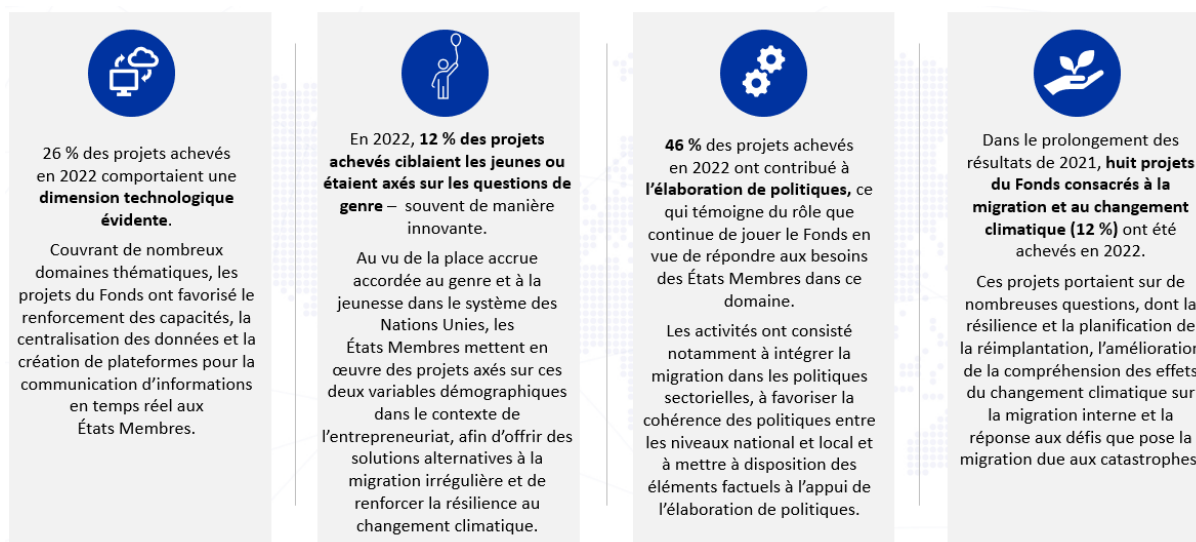
informations nationales et régionales actualisées, ce qui permet aux parties prenantes de surmonter les difficultés que pose la migration en s'appuyant sur les informations les plus récentes.

12. Pour certains pays, les projets du Fonds ont été d'importantes sources de financement d'amorçage à l'appui de l'élaboration de politiques dans de nouveaux domaines, comme en témoignent les 30 projets (46 %) qui ont contribué à la formulation d'une série de politiques nationales et sectorielles sur des questions telles que la migration de main-d'œuvre, la santé des migrants, la migration et le changement climatique ainsi que la mobilisation de la diaspora. Par exemple, des projets menés au Tchad et au Soudan du Sud ont fourni pour la première fois des données factuelles sur les schémas de rapatriement de fonds des diasporas des deux pays, tandis qu'aux Tuvalu, un projet a débouché sur l'adoption de la première stratégie nationale de réintégration des travailleurs migrants. Enfin, un projet mené au Belize a facilité la réalisation d'une nouvelle étude sur la migration interne, qui a ensuite contribué à l'élaboration du plan d'action national en matière de changement climatique ainsi que de la politique et de la stratégie connexes.

13. Parmi les projets achevés, 15 (23 %) étaient innovants et/ou avaient donné lieu à des projets de suivi, ce qui confirme l'utilité des fonds d'amorçage. En outre, la majorité des projets du Fonds, qui reposent sur le principe de l'appropriation par le gouvernement, ont vu leurs résultats se pérenniser grâce à des investissements publics. Divers donateurs ont participé aux projets ayant bénéficié de fonds complémentaires, notamment l'Union européenne, le Gouvernement de l'Australie et l'Agence coréenne de coopération internationale.

14. Les projets achevés en 2022 permettent de dégager plusieurs tendances, comme le montre la figure 4.

**Figure 4. Tendances des projets achevés en 2022**



### Gestion des connaissances

15. En 2022, le Fonds de l'OIM pour le développement a procédé à deux examens thématiques. L'un portait sur les projets de migration de main-d'œuvre menés entre 2016 et 2020, et l'autre sur les projets de gestion de l'immigration et des frontières mis en œuvre entre 2015 et 2020. L'examen des projets de migration de main-d'œuvre a révélé que, pour 78 % d'entre eux, l'ensemble des effets directs et produits escomptés avaient été obtenus. En outre, il a été constaté qu'au moins un effet direct de tous les projets achevés s'était poursuivi après la conclusion de ceux-ci, ce qui atteste des

très bonnes perspectives qu'offrent ces projets en matière de durabilité/viabilité, une caractéristique souvent exigée par les interlocuteurs gouvernementaux – administrations nationales et gouvernements – en tant que bénéficiaires. Les demandes de révision étaient avant tout dues à la pandémie de COVID-19, qui avait eu une incidence sur les activités et la durée des projets. S'agissant des projets de gestion de l'immigration et des frontières, 71 % présentaient des approches innovantes qui consistaient, entre autres, à utiliser de nouveaux systèmes et technologies pour recueillir, stocker et partager des données et élaborer des guides, manuels, procédures opérationnelles permanentes et outils de communication. L'intégration de questions transversales contribue de manière déterminante aux projets de gestion de l'immigration et des frontières, compte tenu du caractère souvent sensible de leurs interventions. Des aspects relatifs aux droits de l'homme ont été intégrés spécifiquement dans la mise en œuvre de 10 des 17 projets achevés, notamment à la faveur de formations destinées aux bénéficiaires. Les questions de genre ont été prises en considération dans 62,5 % des projets lors de la phase de conception et dans 88 % des projets lors de la mise en œuvre. Il a été signalé qu'au moins un effet direct de tous les projets achevés s'était poursuivi après la conclusion de ceux-ci. Les résumés des deux examens sont reproduits aux annexes V et VI, respectivement, et les résultats complets sont disponibles sur le site Web du Fonds de l'OIM pour le développement.

16. Le Fonds de l'OIM pour le développement s'emploie résolument à évaluer a posteriori tous les projets achevés qu'il a financés. En 2022, 60 160 dollars É.-U. ont été alloués aux évaluations a posteriori. Une synthèse des évaluations a été effectuée pour analyser toutes les évaluations a posteriori externes et internes des projets du Fonds pour lesquels des rapports ont été soumis en 2022 (ces projets avaient été conçus et mis en œuvre de 2013 à 2019). Cet exercice visait à examiner et à regrouper les constatations clés des évaluations soumises ; à identifier et à regrouper les enseignements tirés ; et à formuler des recommandations en vue d'une bonne élaboration des projets du Fonds, de leur mise en œuvre réussie et d'un suivi efficace.

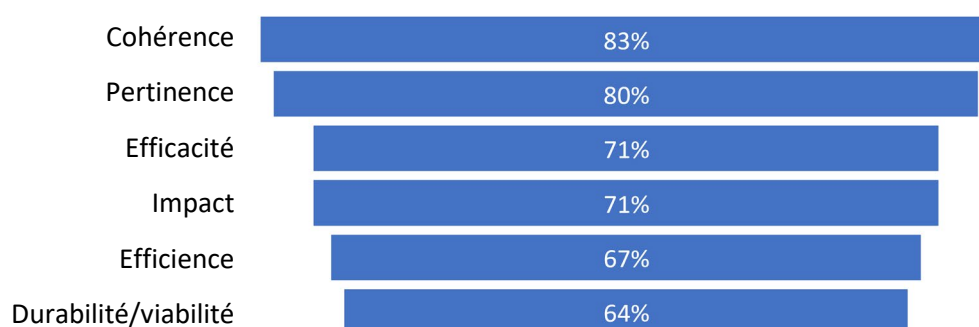
17. Les constatations clés ont été présentées conformément aux critères d'évaluation du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD de l'OCDE) : pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact, et durabilité/viabilité. Les questions transversales et la logique d'intervention ont également été prises en considération. Il a été constaté que tous les projets étaient pertinents et répondaient aux besoins des pays bénéficiaires et des parties prenantes. Les processus d'évaluation des besoins et de consultation des parties prenantes menés lors de la phase de conception des projets ont permis d'assurer la cohérence de ces derniers avec les besoins, politiques et priorités au niveau national et de garantir ainsi la pertinence des projets tout au long de leur mise en œuvre. Il est ressorti que les projets cibles étaient cohérents avec d'autres interventions de l'OIM et les initiatives gouvernementales à l'échelle des pays et, en particulier, qu'ils apportaient une valeur ajoutée lorsqu'ils étaient reliés à des interventions antérieures et/ou en cours dont les objectifs étaient similaires et/ou qui traitaient de questions connexes. Les effets directs et produits escomptés des projets financés par le Fonds ont été atteints et, dans certains cas, dépassés, et la qualité des résultats était supérieure aux attentes. L'établissement de comités de pilotage et de groupes de travail techniques a contribué à l'efficacité des projets. Il a été souligné qu'il était essentiel de veiller à l'adoption d'approches participatives et multipartites lors des phases de conception et de mise en œuvre des projets afin de garantir l'efficacité de ceux-ci et la réalisation de leurs objectifs. Les questions de genre et les droits de l'homme ont été intégrés en tant que principes lors des phases de conception et de mise en œuvre de la majorité des projets. Cependant, les questions de genre ont davantage été prises en considération, et ce, de diverses manières, notamment en veillant à l'équilibre entre les genres dans les exercices de cartographie, la composition des groupes de travail techniques et les formations.

18. Si tous les projets cibles ont été jugés efficaces étant donné que des résultats ont été obtenus au moyen de ressources financières et humaines limitées, la note attribuée dans ce domaine était assez basse par rapport aux autres critères. Malgré cela, il a été estimé que les ressources étaient bien



utilisées et les résultats atteints dans le respect du budget. L'efficacité a été assurée grâce à une bonne gestion de projet, au recours aux services de consultants locaux compétents et bien informés, à un suivi financier rigoureux ainsi qu'à une collaboration et une coordination constructives avec les parties prenantes. Elle a été mise à mal par les retards (principalement dus à la pandémie de COVID-19), l'absence de systèmes solides de suivi et d'évaluation et les mouvements de personnel. Les évaluations a posteriori tenaient compte de l'impact, mais la plupart étaient axées sur l'impact initial ou à court et moyen terme car il était encore trop tôt pour mesurer l'impact à long terme. L'efficacité des groupes de travail techniques a contribué de manière déterminante à l'impact réel (ou potentiel). Plusieurs exemples positifs de l'impact des projets ont été mis en évidence, notamment l'adoption de textes législatifs pertinents ; le renforcement de la collaboration entre les parties prenantes du projet ; la mise à profit des résultats des projets à l'appui de futurs projets de l'OIM et réformes gouvernementales ; et l'amélioration des pratiques. Lorsque de solides mécanismes de coordination étaient créés, les chances que la durabilité/viabilité soit assurée étaient élevées. L'adoption d'une stratégie de sortie pendant la phase de conception du projet, la traduction des ressources dans les langues locales et la création de cadres institutionnels à l'appui des résultats du projet contribuaient également à la durabilité/viabilité.

**Figure 5. Note moyenne des évaluations menées en 2022  
selon les critères d'évaluation du CAD de l'OCDE**



**États Membres remplissant les conditions requises et allocations : période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2022**

19. Le présent rapport comprend les annexes suivantes :

- |            |  |
|------------|--|
| Annexe I   | Première ligne de crédit : États Membres remplissant les conditions requises pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 31 décembre 2022                  |
| Annexe II  | Deuxième ligne de crédit : États Membres remplissant les conditions requises pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 31 décembre 2022                  |
| Annexe III | Première ligne et deuxième ligne : Tableau de distribution régionale du Fonds de l'OIM pour le développement : Projets approuvés pour la période allant du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2022 |
| Annexe IV  | Première ligne et deuxième ligne : Résumé financier du Fonds de l'OIM pour le développement pour la période allant du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2022                                      |
| Annexe V   | Résumé de l'examen des projets du Fonds de l'OIM consacrés à la migration de main-d'œuvre mis en œuvre entre 2016 et 2020  |
| Annexe VI  | Résumé de l'examen des projets du Fonds de l'OIM pour le développement consacrés à la gestion de l'immigration et des frontières mis en œuvre entre 2015 et 2020                                       |

## Annex I

Line 1 : Member States eligible for allocations under the IOM Development Fund,  
by region, as at 31 December 2022

(total: 125)

<b>Africa</b> 52 Members (42%)	<b>Africa (continued)</b>	<b>Asia and Oceania</b> 32 Members (26%)
Algeria Angola Benin Botswana Burkina Faso Burundi Cabo Verde Cameroon Central African Republic Chad Comoros Congo Côte d'Ivoire Democratic Republic of the Congo Djibouti Egypt Eritrea Eswatini Ethiopia Gabon Gambia Ghana Guinea Guinea-Bissau Kenya Lesotho Liberia Libya Madagascar Malawi Mali Mauritania Mauritius Morocco Mozambique Namibia Niger Nigeria Rwanda Sao Tome and Principe Senegal Sierra Leone Somalia South Africa South Sudan Sudan Togo Tunisia	Uganda United Republic of Tanzania Zambia Zimbabwe  <b>Middle East</b> 2 Members (1%) Jordan Yemen  <b>Latin America and the Caribbean</b> 26 Members (21%) Argentina Belize Bolivia (Plurinational State of) Brazil Colombia Costa Rica Cuba Dominica Dominican Republic Ecuador El Salvador Grenada Guatemala Guyana Haiti Honduras Jamaica Mexico Nicaragua Panama Paraguay Peru Saint Lucia Saint Vincent and the Grenadines Suriname Venezuela (Bolivarian Republic of)	Afghanistan Bangladesh Cambodia China Fiji India Iran (Islamic Republic of) Kazakhstan Kiribati Kyrgyzstan Lao People's Democratic Republic Maldives Marshall Islands Micronesia (Federated States of) Mongolia Myanmar Nepal Pakistan Papua New Guinea Philippines Samoa Solomon Islands Sri Lanka Tajikistan Thailand Timor-Leste Tonga Turkmenistan Tuvalu Uzbekistan Vanuatu Viet Nam  <b>Europe</b> 13 Members (10%) Albania Armenia Azerbaijan Belarus Bosnia and Herzegovina Georgia Montenegro North Macedonia Republic of Moldova Russian Federation Serbia Türkiye Ukraine

Note: Palau is not included in the above list because they became eligible for Line 1 funding after the cut-off date of 30 June.



**Annex II**  
**Line 2: Member States eligible for allocations under the IOM Development Fund,**  
**by region, as at 31 December 2022**  
(total: 97)

<b>Africa</b> 36 Members (37%)	<b>Middle East</b> 1 Member (1%)	<b>Asia and Oceania (continued)</b>
Algeria Angola Benin Botswana Burkina Faso Burundi Cabo Verde Congo Côte d'Ivoire Egypt Eswatini Ethiopia Ghana Kenya Lesotho Libya Madagascar Malawi Mali Mauritania Mauritius Morocco Mozambique Namibia Niger Rwanda Senegal Sierra Leone Somalia South Africa Sudan Togo Tunisia Uganda United Republic of Tanzania Zimbabwe	Jordan	Pakistan Papua New Guinea Philippines Samoa Solomon Islands Sri Lanka Tajikistan Thailand Timor-Leste Tonga Turkmenistan Tuvalu Uzbekistan Vanuatu Viet Nam
	<b>Latin America and the Caribbean</b> 18 Members (19%)	
	Argentina Belize Bolivia (Plurinational State of) Colombia Costa Rica Cuba Dominica Dominican Republic Ecuador Guatemala Guyana Haiti Honduras Jamaica Mexico Panama Paraguay Peru	
	<b>Asia and Oceania</b> 31 Members (32%)	<b>Europe</b> 11 Members (11%)
	Afghanistan Bangladesh Cambodia China Fiji India Kazakhstan Kiribati Kyrgyzstan Lao People's Democratic Republic Maldives Marshall Islands Micronesia (Federated States of) Mongolia Myanmar Nepal	Albania Armenia Azerbaijan Belarus Bosnia and Herzegovina Georgia Montenegro Republic of Moldova Russian Federation Serbia Ukraine

*Note:* The Line 2 listing of eligible Member States (and budget for each region) is updated each year on the cut-off date of 30 June to take into account the payment of outstanding contributions and reclassification by the World Bank. Guinea and Zambia are not included in the above list because they became eligible for Line 2 funding after paying outstanding assessed contributions, which occurred after the cut-off date above. Türkiye is not included in the above list because it agreed to a payment plan and became eligible for Line 2 funding after the cut-off date above. Palau is not included in the above list because it became eligible for Line 2 funding after the cut-off date above.



**Annex III**  
**Line 1 and Line 2: IOM Development Fund regional distribution chart:**  
**Projets approuvés pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2022**

<b>REGION: AFRICA</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>

<b>Line 1</b>		
IOM Burundi	Enhancing Burundi's Border Management Information Systems – IOM Strategy: activities 2 and 3	100 000
IOM Chad	Strengthening Labour Migration Governance in Chad – IOM Strategy: activities 2, 3 and 12	100 000
IOM Comoros	Capacity Development of the Government of the Comoros in the Development of a National Migration Policy – IOM Strategy: activities 2, 3 and 4	100 000
IOM Guinea	Developing a Migrant-sensitive Health Service Delivery Model to Reach Miners in Upper Guinea – IOM Strategy: activities 2 and 3	100 000
IOM Mozambique	Pilot for the Promotion of Integrated Durable Solutions for Internally Displaced Persons in Central Mozambique – IOM Strategy: activities 3 and 9	100 000
IOM Sudan	Sudan: Developing the Capacity of the Lukdi Point of Entry for Humanitarian Border Management – IOM Strategy: activities 2, 3, 5 and 6	100 000
<b>Africa Line 1 allocations</b>		<b>600 000</b>
Africa Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		610 516
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of available funding		98%
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		41%

<b>Line 2</b>		
IOM Cabo Verde	Supporting Cabo Verde's Local and National Government Towards Sustainable and Inclusive Diaspora Engagement – IOM Strategy: activities 4 and 8	300 000
IOM Côte d'Ivoire	Developing the Capacity of the Government of Côte d'Ivoire in Ethical Recruitment and Migrant Worker Protection in Food and Agricultural Supply Chains – IOM Strategy: activities 2, 3, 6 and 12	300 000
IOM Egypt	Migration Research Unit: Enhancing Capacities in Migration Research and Policy Development in Egypt – Phase II – IOM Strategy: activities 4, 5 and 6	300 000
IOM Eswatini	Eswatini: Technical Assistance for the Development of a National Migration Policy – IOM Strategy: activity 2	300 000
IOM Ethiopia (Ethiopia, Kenya)	Supporting the Development of the Ethiopia–Kenya Border Community of Moyale by Facilitating Small-scale Trade and Human Mobility – IOM Strategy: activities 1, 2, 3 and 5	400 000
IOM Ghana (Benin, Ghana, Togo)	Empowering Women in Small-scale Cross-border Trade Between Benin, Ghana and Togo – IOM Strategy: activities 3, 4 and 12	400 000

**Annex III (continued)**

<b>REGION: AFRICA (continued)</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>

<b>Line 2 (continued)</b>		
IOM Kenya	Kenya: Enhancing Peace through the Prevention of Natural Resource-based Conflicts in North-western Kenya– IOM Strategy: activities 3 and 5	300 000
IOM Lesotho	Supporting Climate Adaptive Solutions in Lesotho Through Policy and a Community-based Green Economy Pilot – IOM Strategy: activities 5 and 10	300 000
IOM Mauritania	Mauritania: Strengthening Local Labour Migration Management in Chami, with a Focus on Access to Health Resources and Protection Services – IOM Strategy: activities 2, 6 and 12	300 000
IOM Mauritius	Mauritius: Strengthening Migration Management for Sustainable Development with a Focus on Internal Migration – IOM Strategy: activity 2	300 000
IOM Morocco	The Link Between Migration, Environment and Climate Change in Morocco – IOM Strategy: activities 2, 3, 5 and 6	300 000
IOM Rwanda	Strengthening the Capacity of the Government of Rwanda to Manage Migration Data for Labour Mobility – IOM Strategy: activities 3, 4 and 12	300 000
IOM Sierra Leone	Addressing Coastal Communities' Vulnerability in Sierra Leone: A Case Study of Plantain and Yelibuya Islands – IOM Strategy: activities 2 and 3	300 000
IOM Uganda	Improving Migration and Climate Change Policy Coherence in Uganda – IOM Strategy: activities 3 and 5	300 000
IOM Zimbabwe	Mainstreaming Migration into Environment Policy and Adaptation Strategies in Zimbabwe – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Regional Office in Pretoria (Lesotho, Malawi, Mauritius)	Promoting Regional Integration through Diaspora Capital: A Joint IOM–UNDP Initiative – IOM Strategy: activities 3 and 8	400 000
<b>Africa Line 2 allocations</b>		<b>5 100 000</b>
Africa Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		5 069 000
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of available funding		101%
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		37%

<b>Lines 1 and 2</b>	
<b>Africa regional allocations</b>	<b>5 700 000</b>
<b>Africa regional available funding</b>	<b>5 679 516</b>
<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>	<b>100%</b>



**Annex III (continued)**

<b>REGION: MIDDLE EAST</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
<b>Line 1</b>		
<b>Middle East Line 1 allocations</b>		<b>0</b>
Middle East Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		14 536
Allocations for Middle East Line 1 as a percentage of available funding		0%
<b>Line 2</b>		
IOM Jordan	Contributing to the Evidence Base and Capacity for Gender-sensitive Climate Change Adaptation Measures in Vulnerable Governorates in Jordan – IOM Strategy: activities 3 and 6	200 000
<b>Middle East Line 2 allocations</b>		<b>200 000</b>
Middle East Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		137 000
Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of available funding		146%
Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		1%
<b>Lines 1 and 2</b>		
<b>Middle East regional allocations</b>		<b>200 000</b>
<b>Middle East regional available funding</b>		<b>151 536</b>
<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>		<b>132%</b>

**Annex III (continued)**

<b>REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>

<b>Line 1</b>		
IOM Ecuador	Addressing Human Mobility in a Changing Climate in Mountain Areas of Ecuador – IOM Strategy: activities 3, 6 and 7	100 000
IOM El Salvador	Strengthening the Capacities of the Government of El Salvador to Provide Access to Programmes on Violence Prevention, Gender and Prevention of Irregular Migration – IOM Strategy: activity 5	100 000
IOM Nicaragua	Contribute to Strengthening the Capacities of the Government of Nicaragua for the Protection of Children, Women Migrants and Migrants in Vulnerable Conditions – IOM Strategy: activities 3 and 11	100 000
<b>Latin America and the Caribbean Line 1 allocations</b>		<b>300 000</b>
Latin America and the Caribbean Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		305 258
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of available funding		98%
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		21%

<b>Line 2</b>		
IOM Colombia	Strengthening the Government of Colombia's Capacities in Implementing the Comprehensive Migration Policy – IOM Strategy: activities 2 and 4	300 000
IOM Costa Rica	Development and Adoption of Community and Household Climate Change Adaptation Plans to Address the Environmental Drivers of Migration in Costa Rica – IOM Strategy: activity 5	300 000
IOM Costa Rica (Costa Rica, Guatemala)	Piloting Migrant-sensitive Health Facilities in the Central American Migration Corridor – IOM Strategy: activities 1 and 2	400 000
IOM Dominica	Improving Social Protection for Local and Migrant Communities in Dominica – IOM Strategy: activities 4, 7 and 11	300 000
IOM Mexico	Strengthening the Capacities of the Government of Mexico for a Safe, Orderly and Humane Border Management – IOM Strategy: activities 1, 2 and 5	300 000
IOM Panama	Strengthening Local Government Capacities to Mitigate the Risks of Gender-based Violence and Support Survivors of Gender-based Violence in the Darién Region, Panama – IOM Strategy: activity 2	300 000
IOM Paraguay	Implementation of National Migration Strategies related to Migrant Protection in Paraguay – IOM Strategy: activities 1 and 2	300 000
IOM Regional Office in Buenos Aires (Argentina, Plurinational State of Bolivia, Chile, Colombia, Ecuador, Guyana, Paraguay, Peru, Uruguay)	Development of a Regional Plan to Address Migration in South America – IOM Strategy: activities 2, 3 and 7	400 000

**Annex III (continued)**

<b>REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>

<b>Line 2 (continued)</b>	
<b>Latin America and the Caribbean Line 2 allocations</b>	<b>2 600 000</b>
Latin America and the Caribbean Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)	2 603 000
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of available funding	100%
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding	19%

<b>Lines 1 and 2</b>	
<b>Latin America and the Caribbean regional allocations</b>	<b>2 900 000</b>
<b>Latin America and the Caribbean regional available funding</b>	<b>2 908 258</b>
<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>	<b>100%</b>

## Annex III (continued)

REGION: ASIA AND OCEANIA		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Cambodia	Operationalizing COMMIT in Cambodia: Setting the Foundation for a Transnational Referral Mechanism – IOM Strategy: activities 3 and 11	100 000
IOM Kazakhstan	Addressing Human Mobility in a Changing Climate in Mountain Areas of Kazakhstan – IOM Strategy: activities 3 and 5	100 000
IOM Maldives	Maldives: Strengthening Government and Community Capacities to Facilitate Effective Responses to the Human Mobility Dimensions of Climate Change – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Mongolia	Leveraging the Potential of the Diaspora for the Development of Mongolia – IOM Strategy: activities 4 and 8	100 000
<b>Asia and Oceania Line 1 allocations</b>		<b>400 000</b>
Asia and Oceania Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		377 938
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of available funding		106%
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		28%

Line 2		
IOM Bangladesh	Knowledge for all (K4A): Climate Migration in Bangladesh – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Fiji	Enhancing Migration Governance for Sustainable Development in Fiji: Supporting National Policymaking and Strategic Planning – IOM Strategy: activities 3 and 7	300 000
IOM Fiji (Fiji, Tuvalu, Vanuatu)	Enhancing Labour Mobility Governance in the Pacific – IOM Strategy: activities 2 and 12	400 000
IOM India	India: Promoting Regular and Assisted Migration of Youth and Skilled Professionals (PRAYAS) – IOM Strategy: activities 5, 6 and 12	300 000
IOM Kyrgyzstan	Promoting Social Cohesion by Combating Xenophobia and Anti-migrant Sentiments Against International Migrants in Kyrgyzstan – IOM Strategy: activities 3 and 8	300 000
IOM Marshall Islands	Ao Kapijuknen: Building a Women-led Domestic Tourism Programme for Livelihood Diversification and Economic Self-reliance in the Marshall Islands – IOM Strategy: activity 5	300 000
IOM Federated States of Micronesia	Technical Assistance for the Development of a Migration Policy in the Federated States of Micronesia – IOM Strategy: activities 2 and 3	300 000
IOM Papua New Guinea	Strengthening Counter-trafficking Response in Papua New Guinea – IOM Strategy: activity 11	300 000
IOM Solomon Islands (Federated States of Micronesia, Solomon Islands, Tuvalu)	Supporting Safe and Decent Work Conditions on Fishing Vessels in the Pacific – IOM Strategy: activities 2, 11 and 12	400 000

**Annex III (continued)**

<b>REGION: ASIA AND OCEANIA</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>

<b>Line 2 (continued)</b>		
IOM Sri Lanka	Sri Lanka: Rapid Assistance to Sri Lankan Government Employees and Other Aspiring Migrant Workers to Secure Foreign Employment through the Integrated Guidance and Referral System – IOM Strategy: activities 4 and 12	300 000
IOM Uzbekistan	Enhancing Access to HIV Prevention and Treatment for Migrants and their Families in Uzbekistan – IOM Strategy: activities 6 and 12	300 000
IOM Viet Nam	Strengthening National Centralized Data Collection on Trafficking in Persons in Viet Nam – IOM Strategy: activities 6 and 11	300 000
IOM Washington (Philippines, Viet Nam)	Increasing Community Resilience by Maximizing Diasporas' Impact: the Case of the Philippines and Viet Nam – IOM Strategy: activities 3, 4, 6 and 8	400 000
<b>Asia and Oceania Line 2 allocations</b>		<b>4 200 000</b>
Asia and Oceania Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		4 384 000
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of available funding		96%
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		31%

<b>Lines 1 and 2</b>		
<b>Asia and Oceania regional allocations</b>		<b>4 600 000</b>
<b>Asia and Oceania regional available funding</b>		<b>4 761 938</b>
<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>		<b>97%</b>

## Annex III (continued)

REGION: EUROPE		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Montenegro	Diaspora Engagement for the Sustainable Development of Montenegro – IOM Strategy: activities 2, 3, 4, 6 and 8	53 609
IOM Türkiye	Improved Migration and Climate Change Policy Coherence in Türkiye – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
<b>Europe Line 1 allocations</b>		<b>153 609</b>
Europe Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		145 361
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of available funding		106%
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		11%

Line 2		
IOM Albania	Supporting the Development and Implementation of a New National Strategy on Migration and Action Plan in Albania – IOM Strategy: activities 2 and 3	300 000
IOM Azerbaijan	Contributing to the Establishment and Operationalization of a National Passenger Information Unit in Azerbaijan – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Georgia (Armenia, Georgia)	Enhancing the Potential of Migration for Socioeconomic Development in Armenia and Georgia – IOM Strategy: activities 4, 8 and 12	400 000
IOM Republic of Moldova	Strengthening International Migrants' Access to Health Services in the Republic of Moldova – IOM Strategy: activities 2, and 6	300 000
IOM Republic of Moldova (Georgia, Republic of Moldova; Israel)	Save More in Migration: Supporting Migrant Workers from Georgia and the Republic of Moldova to Enhance Savings, Remittances and the Sustainable Benefits of Labour Migration – IOM Strategy: activities 3, 4 and 12	300 000
<b>Europe Line 2 allocations</b>		<b>1 600 000</b>
Europe Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		1 507 000
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of available funding		106%
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		12%

Lines 1 and 2		
<b>Europe regional allocations</b>		<b>1 753 609</b>
<b>Europe regional available funding</b>		<b>1 652 361</b>
<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>		<b>106%</b>

**Annex III (continued)**

<b>ADMINISTRATION AND MULTIREGIONAL</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
<b>Administration Line 1 and Line 2</b>		
	Line 1	60 000
	Line 2	693 700
	<b>Total</b>	<b>753 700</b>
	<b>Administration available funding</b>	<b>753 700</b>
	Allocation as a percentage of available total (Line 1 and Line 2)	5%
<b>Multiregional Line 2</b>		
IOM Headquarters	Project Evaluations	<b>60 160</b>
IOM Headquarters	Diaspora 4 Climate Action (D4C): Leveraging the Potential of Human Mobility in the Context of Climate Change through Diaspora Engagement in Albania, Bangladesh, Ghana and Jamaica – IOM Strategy: activities 3, 4 and 12	<b>400 000</b>
	<b>Total</b>	<b>460 160</b>
	<b>Multiregional available funding</b>	<b>460 160</b>
	Allocation as a percentage of available total (Line 2)	3%





**Annex IV**

**Line 1 and Line 2: IOM Development Fund financial summary – 1 January to 31 December 2022**

	USD	USD
<b>Line 1</b>		
2022 Operational Support Income allocation <sup>a</sup>	1 400 000	
Recovered funds from completed projects <sup>b</sup>	113 609	
<b>Subtotal Line 1</b>		<b>1 513 609</b>
<b>Line 2</b>		
2022 Operational Support Income allocation <sup>a</sup>	13 600 000	
Recovered funds from completed projects <sup>c</sup>	475 629	
Contribution from the Government of Austria, allocation via MIRAC <sup>d</sup>	39 600	
Contribution from the Government of Belgium, allocation via MIRAC <sup>d</sup>	738 606	
Private contributions made by individuals online <sup>e</sup>	25	
<b>Subtotal Line 2</b>		<b>14 853 860</b>
<b>Total available funds</b>		<b>16 367 469</b>

	USD	%
<b>Total allocations made in 2022 under Line 1</b>	1 513 609	100
Balance available: Line 1	0	0
<b>Total allocations made in 2022 under Line 2</b>	14 853 860	100
Balance available: Line 2	0	0

<sup>a</sup> In accordance with Council Resolution No. 1390 of 24 November 2020 on budget regulations and practices, USD 1.4 million was allocated for Line 1 and USD 13.6 million was allocated for Line 2 from Operational Support Income. The total amount available for the IOM Development Fund for both Line 1 and Line 2 (excluding direct voluntary contributions) was USD 15 million.

<sup>b</sup> Corresponding to USD 5,377 of recovered funds from 1 July to 31 December 2021 and USD 108,232 recovered funds from 1 January to 30 June 2022.

<sup>c</sup> Corresponding to USD 227,410 of recovered funds from 1 July to 31 December 2021 and USD 248,219 recovered funds from 1 January to 30 June 2022.

<sup>d</sup> Contributions received from 1 July to 31 December 2021 and carried forward to 2022.

<sup>e</sup> Corresponding to USD 25 of online donations received from 1 January to 30 June 2022 (gross amount).



**Annex IV (continued)**

**Line 1 and Line 2: IOM Development Fund financial summary – available funds as at 31 December 2022 and carried forward to 2023**

	<b>USD</b>
Line 1 – Operational Support Income allocation <sup>a</sup>	1 400 000
Line 2 – Operational Support Income allocation <sup>a</sup>	13 600 000
Recovered Line 1 <sup>b</sup>	175 427
Recovered Line 2 <sup>c</sup>	703 892
Contribution by the Government of Austria via MIRAC <sup>d</sup>	39 600
Contribution by the Government of Belgium via MIRAC <sup>d</sup>	640 793
Private contributions made by individuals online <sup>e</sup>	141
<b>Total available funds</b>	<b>16,559,853</b>

a In accordance with Council Resolution No. 1390 of 24 November 2020 on budget regulations and practices, USD 1.4 million was allocated for Line 1 and USD 13.6 million was allocated for Line 2 from Operational Support Income. The total amount available for the IOM Development Fund for both Line 1 and Line 2 (excluding direct voluntary contributions) was USD 15 million.

b Corresponding to USD 175,427 of recovered funds from 1 July to 31 December 2022.

c Corresponding to USD 703,892 of recovered funds from 1 July to 31 December 2022.

d Contributions received from 1 July to 31 December 2022 and carried forward to 2023.

e Online donations received from July–December 2022 carried forward to 2023 (gross amount).



## Annex V

### Summary of the review of IOM Development Fund labour migration projects implemented between 2016 and 2020<sup>1</sup>

#### REVIEW OF IOM DEVELOPMENT FUND PROJECTS: LABOUR MIGRATION 2016-2020

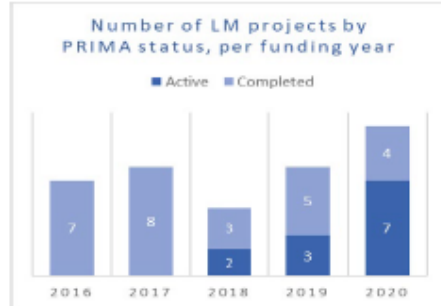


A project review was conducted in December 2022 to assess 27 completed Labour Migration (LM) projects which were funded by the IOM Development Fund between 2016 and 2020.

#### KEY FINDINGS:

- The IOM Development Fund supported 39 LM Projects between 2016 and 2020. This review gathered insights from the 27 completed projects:
- 78 per cent of completed projects achieved outcomes and delivered outputs.
- 89 per cent of completed projects reached all intended beneficiaries. 7 per cent of completed projects also reached unintended beneficiaries.
- 89 per cent of completed projects incorporated a human rights-based approach into project implementation.
- 96 per cent of completed projects adopted measures for gender mainstreaming.
- All the completed projects reported at least one Outcome being sustained following the completion of the project.

#### PROJECTS BY FUNDING YEAR 2016-2020



#### SUSTAINABILITY

69 per cent of completed projects reported that at least one Outcome was sustained after project implementation. The main actions for sustainability were:

- Conducting capacity-building initiatives
- Continuously engaging with relevant stakeholders.
- Handing over products to relevant stakeholders to ensure ownership and institutionalization.
- Partnering with key stakeholders and ensuring their participation in the project's Advisory Board or Working Group.
- Supporting advocacy and resource mobilization efforts.

#### RECOMMENDATIONS

##### Project design:

- A solid needs assessment based on a broad stakeholder consultation should be undertaken to ensure project relevancy and increase ownership.
- tools key stakeholders should be involved from the beginning in project design to promote ownership and buy in and prevent delays during implementation.
- projects should include follow-up and sustainability plans in the design phase.
- a monitoring plan should be developed and implemented to follow up on results activities risks and budget progress.

##### Coordination with governments and stakeholders:

- Projects should guarantee the implication of high-level government authorities and other stakeholders and ensure their acceptance of the project.
- Working Groups or Steering Committees should be established to guarantee communication and coordination between stakeholders contributing to ownership and sustainability.

- Projects that target private sector as agents of change should assess the push-for-change factors thoroughly and regularly revisit the project's assumptions to identify what needs to be adjusted in order to achieve the intended results.

##### Incorporating cross cutting themes:

- Projects should incorporate human rights and gender considerations explicitly in outcomes and outputs.
- products developed by projects should mainstream human rights and gender perspectives.
- trainings and skill development initiatives should include modules dedicated to gender and human rights.

##### Sustainability:

- Project managers should ensure that government and other key stakeholders are involved in every step of implementation to increase ownership.
- It is important to ensure that the products developed throughout the project are validated, published, and handed over to the relevant stakeholders on time to ensure institutionalization.

<sup>1</sup> Issued without formal editing.



## Annex VI

### Summary of the review of IOM Development Fund immigration and border management projects implemented between 2015 and 2020<sup>1</sup>

#### REVIEW OF IOM DEVELOPMENT FUND PROJECTS: IMMIGRATION AND BORDER MANAGEMENT 2015-2020



A review was conducted to assess 47 active and completed Immigration and Border Management projects funded by the IOM Development Fund between 2015 and 2020.

#### KEY FINDINGS

- IBM projects accounted for for 13.6 per cent of the Fund's total projects and 13.1 per cent of the Fund's total project budget from 2015 to 2020.
- The regional distribution of Immigration and Border Management projects is highly uneven.
- 65 per cent of completed projects fully reached all of their intended outcomes and produced all of their expected outputs. Challenges affected all projects, requiring 52.9 per cent of completed projects (9 projects) to undergo at least one revision.
- 47 per cent of completed projects reported the overall project impact as "excellent". A further 41 per cent reported the impact as "very good".
- 71 per cent of completed Immigration and Border Management projects featured innovative approaches.
- 10 of the 17 completed projects specifically incorporated human rights aspects into project implementation, notably through trainings to beneficiaries. 62.5 per cent of completed projects also mainstreamed gender in project design, with 88 per cent of projects mainstreaming gender successfully during project implementation.
- 100% of the completed projects reported at least one outcome being sustained following the completion of the project.

#### Project type by key outcome:

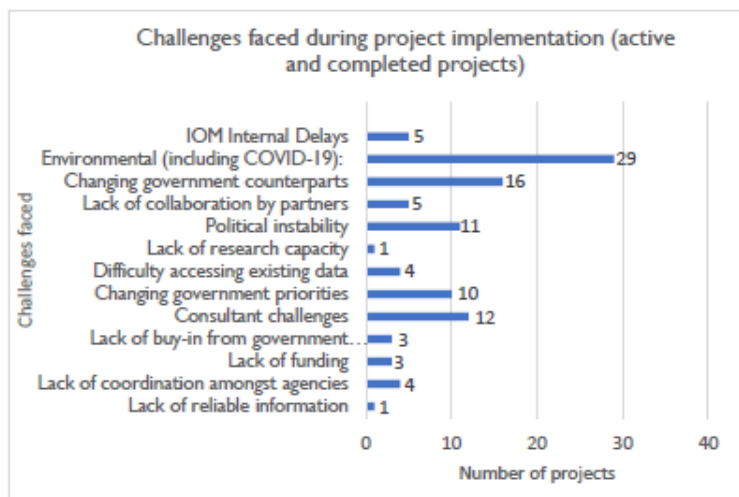
**Development of technical systems:** to assist with the registration, collection and storage of

**Improving identity management:** to promote and enhance registration of citizens and migrants

**Policy development:** to ensure compliance, give guidance and streamline IBM

**SOPs, strategies and guidelines:** to ensure good service delivery in IBM activities

**Trainings to border officials:** to assist with the protection of migrants, and align IBM activities with international standards and best



**FRAMEWORKS:** All projects were aligned with the Sustainable Development Goals (SDGs) and contributed to the achievement of the objectives under the Migration Governance Framework (MiGOF) and the Institutional Strategy on Migration and Sustainable Development.

#### SUSTAINABILITY

100% of completed projects reported that at least one Outcome has been sustained after project implementation, including:

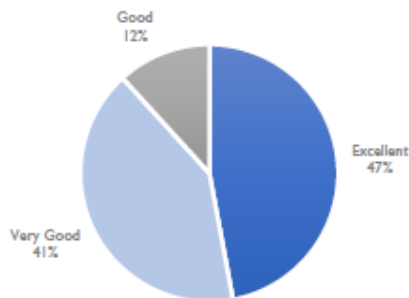
- Through Training of Trainers (ToT), where trained individuals continued to train others in their respective institutions
- Continued facilitation of border crossings for indigenous labour migrants in Costa Rica through the creation of a workplan and development of migration system
- Through the incorporation of SOPs institutionalized and incorporated into border services and agencies
- Through the creation of training materials and handbooks which remain embedded within ministries, informing national strategies and action plans.

<sup>1</sup> Issued without formal editing.

## Annex VI (continued)

## Summary of the review of IOM Development Fund immigration and border management projects implemented between 2015 and 2020

## Project Impact (completed projects)



7 of the 17 completed projects reported receiving follow-up funding from donors including IOM, GIZ, the EU, the Swiss Government and the IOM Development Fund.

## CROSS-CUTTING THEMES:

Human rights were incorporated in IBM projects through:

- Capacity-building on humanitarian border management
- Producing legislation aligned with human rights
- Specific trainings on human rights in border management

Gender was mainstreamed in IBM projects through:

- Appointing female immigration officers
- Incorporating gendered issues such as gender-based violence into training for border officials
- Encouraging equal participation of women in trainings and project activities
- Production of gender-sensitive policy and legislation

## RECOMMENDATIONS

## Project design:

- Participatory approaches should be used throughout project design. Governments and stakeholders should be involved in project development, to promote ownership and buy-in and prevent implementation delays.
- A strong, thorough Risk Assessment should be undertaken, with contingency plans put in place to mitigate the impacts of such risks.

## Coordination with Governments and stakeholders:

- The engagement and buy-in of high-level government authorities and other stakeholders is critical for successful implementation and sustainability.
- Promoting deep consultation between different stakeholders, for example through the establishment of Technical Working Groups or Steering Committees, contributes to overall ownership and sustainability.
- A preparatory period before implementation begins provides time to solidify stakeholder buy-in.

## Incorporating cross-cutting themes:

- Incorporate trainings on human rights in border management and gender mainstreaming, specifically for Government counterparts and border agencies.
- IOM personnel should receive training in mainstreaming human rights and gender perspectives in project development and implementation.

- SOPs related to gender and human rights are a useful tool for reference for frontline officers.
- Human rights and gender considerations should be incorporated explicitly in outcomes and outputs, where possible, and in at least one activity

## Innovation:

- Encourage innovative processes to respond to identified gaps in existing capacities relating to services, systems, tools, procedures, legislation and/or beneficiaries and stakeholder groups.
- Projects should look for unique angles and intersections between themes in project design.

## Sustainability:

- Involve governments and agencies in every step of implementation to increase ownership.
- Advocate the development of training manuals and handbooks, to have a resource to share with beneficiaries and partners.
- Trainings should be conducted in the Training of Trainers (ToT) format contribute to project sustainability.
- Incorporate a mechanism to ensure that beneficiaries/stakeholders, where government officials or border agency staff, include regular training beyond the end of the project itself.